

Ariel Sharon

Ariel Sharon est né en 1928 à Kfar Malal (à côté de Kfar Saba, au Nord-Est de Tel-Aviv, dans le centre d'Israël).

Il rejoint la [Haganah](#) à l'âge de 14 ans. Au cours de la guerre d'Indépendance en 1948, il commande une compagnie d'infanterie dans la brigade Alexandroni. En 1953, il fonde et dirige l'unité spéciale de commando « 101 » spécialisée dans les opérations de représailles. Sharon est nommé commandant de la brigade des parachutistes en 1956 et combat dans la bataille du Sinaï. En 1957, il étudie à l'Ecole militaire de Camberley au Royaume-Uni.

Entre 1958-62, Sharon occupe le poste de Commandant de brigade d'infanterie puis celui de Commandant de l'Ecole d'infanterie. Il possède une licence en droit et en études du Moyen-Orient de l'Université Hébraïque de Jérusalem (1962). En 1964, il est nommé Chef du Commandement Nord de l'armée israélienne et Chef du Département de formation militaire en 1966. Il participe à la guerre des Six Jours en 1967 en tant que Commandant d'une division blindée. En 1969, il est nommé Chef du Commandement Sud de l'armée israélienne.

Sharon démissionne de l'armée en juin 1972, mais est rappelé sous les drapeaux lors de la guerre de Kippour en 1973 afin de commander une division blindée et mener le passage du canal de Suez .

Ariel Sharon est élu à la Knesset en décembre 1973, mais démissionne un an plus tard, prenant les fonctions de conseiller pour la sécurité auprès du Premier ministre Yitzhak Rabin (1975). Il est de nouveau élu à la Knesset en 1977 où il représente le parti Shlomzion.

Nommé ministre de l'Agriculture dans le premier gouvernement créé par Menahem Begin, il poursuit la coopération agricole avec l'Egypte .

En 1981, Sharon est nommé ministre de la Défense, poste qu'il occupe durant la Guerre du Liban, qui mène à la destruction de l'infrastructure terroriste de l'OLP au Liban en 1982. Après cette guerre, il démissionne après les massacres commis par les phalangistes chrétiens le 14 septembre 1982 dans les camps de Sabra et Chatila, près de Beyrouth, suite à l'assassinat du Président du Liban et chef des Forces Libanaises, Bachir Gemayel. Une commission d'enquête israélienne, la commission Kahane, a en effet conclu à la responsabilité indirecte de Sharon, celui-ci n'ayant pu empêcher les massacres [Voir en annexe la Guerre du Liban, Sabra et Chatila et la plainte contre Sharon en 2002]

Dans la sphère des relations internationales, il contribue à la reprise des relations diplomatiques avec les pays africains qui avaient rompu leurs relations avec Israël durant la guerre de Kippour. En novembre 1981, il est l'artisan du premier accord de coopération stratégique avec les Etats-Unis et élargit les relations dans le domaine de la défense entre

Israël et de nombreuses nations. Il aide également à faire venir des milliers de Juifs d'Éthiopie à travers le Soudan.

En 1990-92, il occupe le poste de ministre de la Construction et du Logement. À la suite de la chute de l'Union soviétique et les vagues d'immigration en provenance de Russie, il initie et met en œuvre un programme d'intégration des immigrants à travers le pays, ceci incluant la construction de 144.000 appartements.

De 1992 à 1996, il est membre des commissions des Affaires étrangères et de la Défense à la Knesset.

En 1996, Ariel Sharon est nommé ministre des Infrastructures nationales et contribue à la promotion de partenariats avec la Jordanie, l'Égypte et les Palestiniens. Il occupe également les fonctions de Président de la commission ministérielle pour le bien-être social des communautés bédouines.

En 1998, Ariel Sharon est nommé ministre des Affaires étrangères et est chargé de mener les négociations en vue d'un règlement permanent avec l'Autorité palestinienne. Il accompagne le Premier ministre Netanyahou à Wye River Plantation comme chef des négociations.

En tant que ministre des Affaires étrangères, Sharon rencontre des leaders américains, européens, palestiniens et arabes en vue de promouvoir le processus de paix. Il œuvre essentiellement en vue de la création et de la promotion de projets tels que le projet régional de gestion de l'eau financé par la communauté internationale afin de trouver une solution à long terme à la pénurie régionale en eau et une base à des relations pacifiques entre Israël, la Jordanie, les Palestiniens et les autres pays du Moyen-Orient .

Suite à l'élection d'Ehud Barak au poste de Premier Ministre en mai 1999, Ariel Sharon est appelé au poste de leader du parti Likoud par intérim et est élu Président du Likoud en septembre 1999.

En septembre 2000, il fait une visite très médiatisée au mont du Temple (esplanade des Mosquées) après laquelle explose une vague d'émeutes violentes chez les Palestiniens des Territoires de Judée et de Samarie et de la bande de Gaza, ainsi que chez les citoyens arabes israéliens. Cette vague marque en fait le commencement de *l'intifada d'al Aqsa*. Le lien de cause à effet entre la visite de Sharon et l'explosion de l'intifada est sujet à une controverse publique et politique, certains voyant en effet dans la visite une cause accidentelle qui servit de prétexte aux Palestiniens pour renouveler le combat violent contre l'État d'Israël.

Ariel Sharon est élu Premier ministre d'Israël le 6 février 2001 face à Ehud Barak.

Le 7 mars 2001, Sharon met en place un gouvernement d'union nationale. En janvier 2003, il conduit le Likoud à une victoire éclatante aux élections à la Knesset et forme un

nouveau gouvernement sous sa responsabilité. Lors de ces élections, son fils Omri Sharon est élu député sur la liste du parti Likoud.

Au cours de l'année 2003, Sharon et ses fils - Guilad et Omri - firent l'objet d'une enquête par la police israélienne. L'enquête porta sur 2 affaires : le prêt reçu du millionnaire Cyril Qeren et l'emploi de Gilad Sharon par l'homme d'affaires Dudi Apel.

Le 18 décembre 2003, Sharon présente son programme de [désengagement unilatéral de la bande de Gaza](#). Les détails complets de ce programme sont présentés en avril 2004. Sharon informe alors qu'il a l'intention d'exécuter le programme de désengagement et de séparation de la bande de Gaza. Ce programme inclut l'évacuation de toutes les implantations juives de la bande de Gaza ainsi que l'évacuation de quelques implantations situées au nord de la Samarie. Au cours des mois qui suivent, Sharon réussit, en dépit de nombreuses difficultés, à maintenir la stabilité de son gouvernement et à l'amener à l'étape de réalisation du programme de désengagement. En août 2005, les implantations israéliennes de la bande de Gaza ainsi que 4 autres implantations situées au nord de la Samarie sont évacuées.

Après l'élection d'Amir Peretz à la tête du parti Travailleiste, Sharon réalise qu'il n'a pas la possibilité de poursuivre son programme politique au sein de son propre parti et décide de le quitter le 21 novembre 2005 et [de créer une nouvelle formation politique : Kadima](#), en anticipant sur les élections de la 17^{ème} Knesset.

Le 4 janvier 2006, après une première attaque cérébrale mineure le 18 décembre 2005, le Premier ministre est subitement frappé d'une hémorragie cérébrale qui le plonge dans le coma. Ehud Olmert est désigné en remplacement, conformément à la Loi Fondamentale de l'Etat.

Durant son transfert en urgence à l'hôpital de Hadassah-Ein Kerem à Jérusalem, il fait un arrêt cardiaque. Il ne doit sa survie qu'à l'efficacité de 3 secouristes du Magen David Adom : Naty Klein, William Simon et le Dr Deborah Mairan. Hospitalisé à l'hôpital Hadassah de Jérusalem, il est transféré le 28 mai 2006, après 5 mois de coma et plusieurs opérations – notamment par le célèbre neurochirurgien José Cohen d'Hadassah-, au Centre médical longue durée Sheba de l'Hôpital Tel Hashomer ([Bilan de son état de santé depuis 2006](#))

En juillet 2006, son état empire et il développe un œdème et des problèmes rénaux. Depuis, son état est stationnaire, il n'a jamais repris connaissance et est sous assistance respiratoire, mais il réagit à certains stimuli, comme la voix. Ses deux fils, Guilad et Omri, ne veulent pas d'une euthanasie passive.

Sa vie personnelle est traversée de plusieurs tragédies : sa première femme, Margalit, inspectrice principale d'un hôpital psychiatrique et âgée de 30 ans, fut tuée dans un accident de voiture. Il perdra tragiquement également en 1968 son fils Gour, âgé de 11 ans, qui se tue en jouant avec un revolver. Depuis 2000, il est également veuf de sa deuxième femme Lily.

ANNEXE

L'OLP en Jordanie : 1967-1971

En 1967, la Cisjordanie étant occupée par Israël, l'OLP s'installe en Jordanie. La Jordanie est peuplée à 70% de Palestiniens depuis le partage de la Palestine mandataire qui créa la Transjordanie. Le 1^{er} septembre 1970, le Roi Hussein de Jordanie échappe de nouveau, après les tentatives de février et de juin, à un attentat palestinien à l'arme automatique. Les relations entre le Roi Hussein et l'OLP ne sont pas très bonnes. L'organisation d'Arafat met en effet en place des bases armées en Cisjordanie en s'appuyant sur la Jordanie comme base arrière. En 1969, ce sont 2350 opérations qui ont lieu (commandos, raids terroristes, infiltrations de fedayin, sabotages...), et 545 en 1970. Les bases armées établies en Jordanie constituent un véritable État dans l'État. La Jordanie entend rétablir sa souveraineté sur son territoire, et le ministre de l'Intérieur, le général Kilari, interdit le port d'armes non autorisé, le stockage de munitions dans les lieux habités et les manifestations non autorisées par l'État. Les premiers clashes ont lieu en février 1970, puis ensuite au mois de mai entre les troupes jordaniennes et les miliciens palestiniens. Le FPLP prend des clients de deux grands hôtels en otage en juin 1970. Après les tentatives d'attentats contre le Roi Hussein, le FPLP détourne quatre avions de ligne sur l'aéroport jordanien le 6 septembre. Les confrontations jordano-palestiniennes de septembre 1970 firent 3440 morts et 10840 blessés dans tout le pays (cette période nommée *septembre noir* a donné son nom au groupe terroriste éponyme d'Abu Ayad). Le Conseil national de l'OLP considère qu'il n'y a "qu'un peuple sur la scène jordano-palestinienne", ce qui implique tacitement, ce peuple étant le peuple palestinien, que sa libération entraîne le renversement du royaume hachémite. L'OLP est expulsée de Jordanie en 1971.

L'OLP au Liban : 1971- 1983

Le centre actif de l'OLP déménage à Beyrouth (les Syriens ne voulaient pas de l'OLP), et le Sud-Liban devient un foyer de terrorisme. Les milices palestiniennes prennent le contrôle de plusieurs camps de réfugiés, et de nouveau, comme en Jordanie, un mini-État palestinien s'instaure dans le Sud-Liban. Les bases de commandos sont rarement très éloignées des villages, qu'elles exposent par conséquent aux représailles de l'aviation israélienne. En 1973, un raid israélien sur Beyrouth vise trois membres de l'OLP. Les autorités libanaises craignaient de plus en plus de se retrouver dans la même situation que le Roi Hussein de Jordanie, et l'armée libanaise bombarde à plusieurs reprises la population civile des camps. Or la situation au Liban, pays multi-confessionnel, est déjà compliquée et tendue, avec une armée majoritairement catholique (maronite) et des communautés musulmanes sunnites prêtes à en découdre. La présence violente de l'OLP et des milices armées palestiniennes sur son sol catalyse le malaise libanais, et n'est pas étrangère au déclenchement de la guerre civile en 1975. En avril 1978, l'OLP accepte une proposition de l'ONU exigeant la suspension des raids palestiniens contre Israël à partir du Sud-Liban. Mais les raids continuent, et en 1978 l'OLP lance même un raid aérien sur Israël. En réponse, Israël envoie des troupes au Liban Sud, afin d'occuper une zone

tampon de 6 à 10 km et de protéger la frontière et les villages du Nord d'Israël. C'est le début de l'occupation par Israël du Sud-Liban. En 1981, 38 chefs d'États musulmans et l'OLP représentée par son chef Yasser Arafat, proclament le jihad contre Israël. En septembre 1982, l'armée israélienne chasse l'OLP de Beyrouth, et celle-ci s'installe plus au Nord, à Tripoli. Le 9 mai 1983, les Syriens déclenchent une rébellion armée au sein de l'OLP soutenue par l'armée syrienne. Assailli par les rebelles et les Syriens, Arafat est contraint de quitter le Liban définitivement le 19 décembre 1983 par le port de Tripoli. Le vide laissé par l'OLP au Sud-Liban est alors investi par le Hezbollah et les forces syriennes. Israël laisse ses troupes stationnées jusqu'en 1985, puis se retire partiellement en maintenant une zone tampon au Sud-Liban. En 2000 le retrait est total, et le Hezbollah se répand encore plus, formant ainsi un nouveau mini-État au Liban.

La guerre civile libanaise : 1975 - 1990

L'installation de l'OLP au Liban de 1971 à 1983 a laissé aux chrétiens libanais d'amers souvenirs. La guerre civile qui éclata au Liban en 1975 se doubla dans le Sud du pays d'exactions particulièrement atroces entre les communautés chrétiennes et palestiniennes. A la veille de la guerre, les forces militaires de l'OLP étaient plus nombreuses (environ 23.000 hommes armés) que l'armée libanaise (19.000 hommes), sachant que l'armée libanaise comprenait de nombreuses factions anti-chrétiennes. Le mini-État qu'avait installé Arafat au Sud-Liban court-circuitait toutes les institutions libanaises, armée comprise, et faisait sa propre loi. Edward Ghorra, l'Ambassadeur libanais à l'ONU, expliquait à l'Assemblée générale des Nations-Unies, le 14 octobre 1976, que "Les Palestiniens ont transformé la plupart, sinon tous les camps de réfugiés en bastions militaires autour des principales villes. De plus, des criminels de droit commun s'échappent du Liban et trouvent refuge et protection dans ces camps. Des Palestiniens (...) kidnappent des Libanais et parfois des étrangers (...) Ils vont si loin qu'ils demandent de l'argent à des individus et des propriétaires d'usines ou de bâtiments situés à proximité des camps."¹ Les Palestiniens pris en main par Arafat et l'OLP ne s'en prirent pas qu'à l'armée libanaise (leur première cible en 1975). Dès avril 1975, ils tirèrent sur une congrégation de chrétiens maronites devant une église à Ayn ar Rumeneh, un quartier chrétien de Beyrouth. Il y eut des kidnappings de prêtres orthodoxes, l'assassinat de trois vieux moines au monastère de Deir Ayache, des tueries de civils dans des villages libanais tels Beit Mellat, Qbayyat, Kab Elias et dans les grandes villes aussi, Beyrouth, Tripoli etc. Les Libanais répliquaient à ces attaques, voire en initiaient, et les sinistres phalanges notamment, une milice chrétienne (parmi d'autres) a fait des massacres dont le plus connu est celui de Sabra et Chatila. Mais le massacre emblématique pour les chrétiens libanais reste celui de Damour.

Massacre de Damour

Damour, à 20 km au sud de Beyrouth, était une ville de 25.000 habitants, avec ses 5 églises, ses 3 chapelles, ses écoles...Le 9 janvier 1976, la ville est encerclée par 16.000 Palestiniens et Syriens, aidés de mercenaires iraniens, afghans, pakistanais et libyens. Le Père maronite Mansour Labaky tenta d'intervenir auprès d'Arafat qu'il joignit par téléphone (avant que tout ne fut coupé), en vain. Durant la nuit, l'attaque commença. La

¹ Cedarland, <http://www.geocities.com/capitolhill/parliament/2587/index.html>

ville tenta de résister avec des moyens de fortune. Mais les Palestiniens empêchèrent les approvisionnements en eau et nourriture, et refusèrent l'accès à la Croix-Rouge. La ville tomba définitivement le 23 janvier 1976. Le père Labaky décrit le massacre de Damour comme "une apocalypse" : 582 chrétiens furent massacrés, des centaines d'autres blessés, des corps atrocement mutilés, démembrés, des femmes violées puis tuées, le cimetière chrétien profané. Damour devint par la suite une forteresse du Fatah et du FPLP, sous le commandement de Zuhayr Muhsin (assassiné en 1979 à Cannes), un des principaux centres de l'OLP qui se servit de l'église Saint-Elias comme d'un garage de réparation de véhicules.

Sabra et Chatila

Le massacre de plusieurs centaines de civils palestiniens (500 à 800 selon les sources) des camps libanais de Sabra et de Chatila date de septembre 1982. Débutée en 1975, la guerre civile libanaise voit régulièrement les Phalanges, milice du parti chrétien libanais de la famille Gemayel, et les Palestiniens et musulmans du Liban s'affronter. Des centaines de Palestiniens meurent au cours de ces offensives, certains camps sont totalement rasés. L'OLP de son côté mène des offensives similaires sur des camps de chrétiens (Cf. Damour). Durant cette guerre fratricide, où la Syrie en profite pour envahir le Liban, le monde arabe demeure indifférent, aucune pression n'est exercée ni sur les milices chrétiennes, ni sur la Syrie qui les cautionne, ni sur l'OLP.

Tout en se battant sur le terrain libanais, l'OLP ne néglige pas ses raids terroristes sur le Nord d'Israël, dont l'éradication demeure la priorité. L'armée israélienne envahit donc le Sud-Liban le 6 juin 1982 pour endiguer le terrorisme (opération connue sous le nom de « paix en Galilée »). Or le 14 septembre 1982, le Président du Liban et chef des Forces Libanaises (FL), Bachir Gemayel, est assassiné. Pour venger sa mort, des miliciens chrétiens des FL entrent le 16 septembre dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila et, sous la conduite d'Elie Hobeika et de Samir Geagea, massacrent plusieurs centaines de civils pendant près de trois jours².

Pourquoi accuse-t-on les Israéliens, Sharon en particulier, d'avoir perpétré le massacre ? Les camps de Sabra et Chatila comprenaient des civils, mais également près de 2000 combattants palestiniens, qui bombardaient l'armée israélienne approchante. Cherchant à limiter ses pertes humaines, l'armée israélienne ne pénétra pas dans les camps et laissa les Phalanges, avec qui elle était en relation, affronter les combattants palestiniens. Et c'est là qu'intervient la discorde. Selon certains, Sharon et des soldats israéliens étaient sur le toit d'un immeuble de six étages à proximité des camps, et pouvaient donc superviser la situation, d'autant qu'ils étaient en contact radio avec les FL et envoyaient des fusées éclairantes (l'attaque par les FL a commencé avant l'aube). Selon cette version, Sharon est accusé d'avoir laissé faire, voire d'avoir encouragé les massacres dont il avait connaissance. Selon d'autres, Tsahal a été abusé par les FL, Elie Hobeika et ses hommes devant se contenter de s'en prendre aux combattants, aucunement aux civils, encore moins de l'horrible façon dont ils ont été pourchassés et massacrés.

Le 19 septembre, l'armée libanaise (officielle) et la Croix-Rouge entrèrent dans Sabra et Chatila, suivies de journalistes. Le massacre et ses horreurs furent révélés. Horrifiés par

² Il y aurait eu également une autre force armée indépendante des Phalanges chrétiennes, un groupe chiite du Sud-Liban adepte de l'imam Ali Badr al-Din, opposé à la présence de l'OLP au Sud-Liban. Source : Cedarland, <http://www.geocities.com/CapitolHill/Parliament/2587/war.html>

ce qui s'était passé d'une part, et par le fait que l'armée israélienne ait pu y prendre part en second lieu, 300.000 Israéliens marchèrent dans les rues pour exiger l'ouverture d'une enquête sur les massacres de Sabra et Chatila (curieusement, il y eut peu ou pas de réactions dans le monde arabe).

Commission Kahane

Ainsi, le 28 septembre 1982, est mise sur pied la commission Kahane, du nom du juge de la Cour suprême qui la préside, chargée d'examiner « tous les événements et facteurs liés aux atrocités commises par une unité des forces libanaises contre la population civile des camps de Sabra et de Chatila. » Cette commission a tenu 60 sessions, entendu 58 témoins et examiné des centaines de documents. Trois enquêteurs ont rassemblé 180 déclarations de 163 témoins. Dans un souci de ne rien négliger dans son investigation, la commission s'est rendue à Beyrouth³. A l'issue de son travail, la commission a adressé des notifications à neuf personnes, parmi lesquelles le Premier ministre, Menahem Begin, le ministre des Affaires étrangères, Yitzhak Shamir, le ministre de la Défense, Ariel Sharon, le patron du Mossad, le chef du Renseignement militaire et le chef de l'état-major. La commission note également, en marge de son mandat, qu'une responsabilité indirecte peut être envisagée à l'égard de l'armée libanaise, qui a refusé d'intervenir, du gouvernement libanais, des États-Unis, de la Force multinationale et des gouvernements qui avaient envoyé des troupes. Puis la commission Kahane écrit : « Il est possible d'affirmer que si les troupes israéliennes n'étaient pas entrées dans Beyrouth-Ouest, de multiples exactions auraient pu être commises à la faveur de l'anarchie, et que l'opinion publique mondiale aurait pu alors accuser Israël de passivité. » Quant à la responsabilité directe, elle incombe sans ambiguïté, dit la commission, aux Phalangistes. Aucun soldat israélien, précise-t-elle, n'était présent sur les lieux au moment du massacre. « Nous nions l'existence d'un complot ou d'une conspiration associant un quelconque responsable politique ou militaire israélien aux phalangistes dans l'objectif de commettre des atrocités dans les camps... Les événements qui se produisirent ensuite n'étaient approuvés ou encouragés par aucun responsable politique ou militaire israélien. » La commission Kahane a clairement montré que, de la position qu'ils occupaient, les Israéliens ne pouvaient ni voir, ni entendre ce qui se passait dans les camps. Pour autant, la commission Kahane n'exonère pas les Israéliens de leur responsabilité. Pour Ariel Sharon, elle estime qu'il « porte la responsabilité d'avoir ignoré le danger d'actes de vengeance et de tueries qui auraient pu être perpétrés par les phalangistes contre la population des camps de réfugiés... et de n'avoir pas ordonné que les mesures adéquates soient prises pour empêcher d'éventuels massacres ou du moins pour en limiter la portée. » Ariel Sharon démissionna du gouvernement.

La plainte contre Sharon à Bruxelles - 2002

Le 18 juin 2001, le parquet belge a accepté la plainte pour « crime de guerre, génocide et crime contre l'humanité » déposée à Bruxelles par des survivants de Sabra et Chatila contre Ariel Sharon, ministre de la Défense à l'époque des faits. La Belgique, faut-il le rappeler, s'est dotée en 1993 d'une loi dite de « compétence universelle » par laquelle elle s'octroie le droit de juger des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité quel que soit le lieu où ils ont été commis. Cette loi a permis à la cour d'assises

³ *Libération*, « Ariel Sharon a déjà été jugé », Jean-Pierre Allali, 6 mars 2002

de Bruxelles de condamner en juin 2001 quatre Rwandais pour leur implication dans le génocide de 1994.

Pourquoi Hobeika et ses hommes n'ont-ils jamais été inquiétés par la justice (libanaise, belge ou autre), ni par aucune association de droits de l'homme ? Pourquoi la plainte en Belgique ne vise-t-elle que des personnalités israéliennes, Sharon en tête, et pourquoi vingt ans après ? Pourquoi ne tient-on pas compte du travail de la justice israélienne ?

Les frères Dardenne, plus connus dans le cinéma, ont émis sur la plainte déposée contre Sharon dans leur pays un avis de citoyens : « Pourquoi déposséder le pouvoir judiciaire de cet Etat [Israël] de l'exercice de sa fonction la plus démocratique et la plus productrice de démocratie : juger ses citoyens alors que ceux-ci occupent les plus hautes responsabilités politiques ou militaires ? (...) Ce que nous trouvons inquiétant est la dimension ultra-médiatique qui s'est emparée du processus de la plainte contre Ariel Sharon, et cela dès le premier stade de ce processus, avant même de savoir si elle sera fondée et pourra être effectivement reçue. Cette focalisation sur la personne d'Ariel Sharon est d'autant plus troublante qu'elle fait oublier que le seul responsable attesté des massacres de Sabra et Chatila est le commandant des phalanges chrétiennes libanaises, Elie Hobeika, qui non seulement ne fut pas jugé mais, peu après les massacres, fut élu député du Parlement libanais puis ministre du gouvernement. Ne peut-on craindre qu'à travers cette médiatisation incontrôlable le dépôt d'une plainte dans le cadre de la loi sur la compétence universelle ne serve d'abord de tremplin à des campagnes de dénigrement, à des stratégies de déstabilisation d'un individu et à travers lui d'un Etat ? Si des mesures ne sont pas prises pour empêcher que le processus de dépôt des plaintes ne puisse servir de tremplin à des stratégies de déstabilisation et si le tribunal de Bruxelles est effectivement autorisé à juger des citoyens d'États démocratiques comme s'ils étaient des citoyens d'États non démocratiques, la loi sur la compétence universelle n'obtiendra pas le crédit international dont elle a besoin pour asseoir son autorité et, au bout du compte, elle risque de produire plus de violence que de justice. »⁴

Après que la Cour internationale de Justice de l'ONU a mis un frein en 2002 à la justice belge, la Belgique elle-même a apporté des limitations à cette loi de compétence universelle belge. La nouvelle loi votée en avril 2003 met notamment des « filtres » qui viennent pondérer cette loi afin d'éviter l'accumulation de procédures « fantaisistes, vexatoires ou politiques. »⁵

Et en effet, comment comprendre la plainte contre Sharon en Belgique sinon comme un acte politique ? Les plaignants n'ont jamais porté plainte contre Hobeika, dont personne au Liban ne méconnaît pourtant la responsabilité. Et il y a eu cet étrange glissement dans les médias par lequel celui que l'on surnommait au Liban le « boucher de Sabra et Chatila » Elie Hobeika, a été totalement ignoré alors que c'est Ariel Sharon que l'on a

⁴ *Le Soir*, « Nous comprenons l'indignation des Israéliens », Jean-Pierre et Luc Dardenne, 12 mars 2003

⁵ La Belgique cède la préséance à la Cour pénale internationale de l'ONU, ce qui est dans l'ordre des choses

affublé de ce « titre »⁶. Il y a une focalisation bien spéciale sur Sharon, alors que Sabra et Chatila est le symbole, autant que Damour, de massacres d'Arabes par d'autres Arabes...qui en accuseraient bien les Juifs.

⁶ Depuis, Hobeika a été assassiné à Beyrouth le 24 janvier 2002. On ignore les commanditaires, mais, selon plusieurs sources, la Syrie n'est pas exclue. Voir *Libération*, « Les Syriens sont derrière l'attentat », Christophe Ayad et Marc Semo, 26 janvier 2002